UNIVERSITÉ DE YAOUNDÉ I
FACULTÉ DES ARTS, LETTRES ET SCIENCES HUMAINES
DÉPARTEMENT DES ÉTUDES BILINGUES

THÈSE DE DOCTORAT / Ph.D.
EN ÉTUDES BILINGUES

LE BILINGUISME OFFICIEL AU CAMEROUN : RÉALITÉS, DÉFIS ET PERSPECTIVES POUR UN MODÈLE CAMEROUNAIS DE MULTICULTURALISME LINGUISTIQUE

Présentée et soutenue publiquement par

NGOUNE CLEMENT BIENVENU

En vue de l'obtention du grade de
DOCTEUR/Ph.D. EN ÉTUDES BILINGUES

Sous la direction du
Pr. [NOM DU DIRECTEUR DE THÈSE]
Professeur des Universités, Université de Yaoundé I

Année académique 2023-2024

DÉDICACE

À mes parents, piliers de ma vie et sources d'inspiration inépuisable,

À mon épouse et mes enfants, pour leur patience et leur amour,

À tous ceux qui croient en la richesse du multilinguisme africain.

REMERCIEMENTS

La réalisation de cette thèse de doctorat n'aurait pu être possible sans le concours précieux de nombreuses personnes à qui nous tenons à exprimer notre profonde gratitude.

Nous adressons nos remerciements les plus sincères à notre Directeur de thèse, le Professeur [NOM DU DIRECTEUR], dont les orientations rigoureuses, les conseils éclairés et la disponibilité constante ont guidé nos pas tout au long de ce parcours scientifique. Sa rigueur intellectuelle et son exigence académique ont façonné la qualité de ce travail.

Nous remercions les membres du jury qui ont bien voulu accepter de consacrer leur temps précieux à l'évaluation de ce travail. Leurs remarques et suggestions contribueront certainement à enrichir notre réflexion.

Notre gratitude va également aux enseignants du Département des Études Bilingues de l'Université de Yaoundé I, qui ont, au fil des années, forgé notre sens critique et notre passion pour la linguistique. Nous pensons particulièrement aux Professeurs dont l'enseignement a marqué notre formation.

Nous remercions les autorités académiques de l'Université de Yaoundé I pour l'environnement intellectuel stimulant qu'elles entretiennent. Nos remerciements s'adressent aussi à la bibliothèque centrale de l'université pour la mise à disposition des ressources documentaires indispensables à cette recherche.

Nous exprimons notre reconnaissance à tous les informateurs et enquêtés qui ont bien voulu participer à nos investigations de terrain à Yaoundé, Douala, Bamenda et dans diverses régions du Cameroun. Sans leur coopération, cette recherche n'aurait pu aboutir.

Enfin, nous remercions chaleureusement nos collègues doctorants du groupe de recherche en sociolinguistique pour les échanges fructueux

et la solidarité intellectuelle dont ils ont fait preuve tout au long de ce parcours.

RÉSUMÉ

La présente thèse de doctorat en Études Bilingues porte sur le bilinguisme officiel au Cameroun, ses réalités institutionnelles, ses défis sociaux et ses perspectives pour l'élaboration d'un modèle camerounais de multiculturalisme linguistique. Dans un pays qui se revendique officiellement bilingue français-anglais tout en abritant plus de deux cent soixante-dix langues nationales, la question de la gestion des langues constitue un enjeu politique, social et identitaire de premier plan.

S'appuyant sur une méthodologie mixte combinant analyse documentaire, observations participantes et enquêtes de terrain menées auprès de huit cents informateurs dans les principales villes et régions du Cameroun, ce travail examine les décalages persistants entre le discours officiel du bilinguisme institutionnel et les pratiques langagières réelles des locuteurs camerounais. Il analyse les déséquilibres fonctionnels entre le français et l'anglais, l'état de marginalisation des langues nationales et les pratiques plurilingues informelles comme le camfranglais.

Les résultats de cette recherche révèlent que le bilinguisme camerounais reste largement asymétrique, que les politiques linguistiques post-indépendance ont eu des effets mitigés sur le terrain, et que les attentes des populations en matière de reconnaissance linguistique et culturelle demeurent insatisfaites. Face à ces constats, cette thèse propose un modèle intégratif de gestion linguistique tenant compte de la réalité plurilingue du Cameroun, articulant bilinguisme officiel, promotion des langues nationales et valorisation des pratiques langagières hybrides.

Mots-clés : Bilinguisme, multilinguisme, plurilinguisme, multiculturalisme, politique linguistique, langues nationales, Cameroun, aménagement linguistique, identité linguistique, décentralisation.

ABSTRACT

This PhD thesis in Bilingual Studies focuses on official bilingualism in Cameroon, its institutional realities, social challenges, and prospects for developing a Cameroonian model of linguistic multiculturalism. In a country that officially claims French-English bilingualism while hosting more than two hundred and seventy national languages, the question of language management constitutes a major political, social and identity-related issue.

Drawing on a mixed methodology combining documentary analysis, participant observation and field surveys conducted among eight hundred informants in major Cameroonian cities and regions, this study examines the persistent gaps between the official discourse of institutional bilingualism and the actual language practices of Cameroonian speakers. It analyses the functional imbalances between French and English, the marginalised status of national languages and informal multilingual practices such as Camfranglais.

The findings of this research reveal that Cameroonian bilingualism remains largely asymmetrical, that post-independence language policies have had mixed effects on the ground, and that popular expectations regarding linguistic and cultural recognition remain largely unmet. In response to these findings, this thesis proposes an integrative model of language management that takes into account Cameroon's multilingual reality, articulating official bilingualism, promotion of national languages and valorisation of hybrid language practices.

Keywords: Bilingualism, multilingualism, plurilingualism, multiculturalism, language policy, national languages, Cameroon, language planning, linguistic identity, decentralisation.

SOMMAIRE

DÉDICACE....1
REMERCIEMENTS....1
RÉSUMÉ....1
ABSTRACT....1
SOMMAIRE....1
LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS....1
INTRODUCTION GÉNÉRALE....1
1. Contexte et justification de la recherche....1
2. Problématique....1
3. Objectifs de la recherche....1
4. Hypothèses de travail....1
5. Méthodologie....1
6. Structure de la thèse....1
CHAPITRE I : CADRE THÉORIQUE ET CONCEPTUEL....1
1.1. Le bilinguisme : définitions et typologies....1
1.2. Le multilinguisme et le plurilinguisme....1
1.3. Le multiculturalisme : approches théoriques....1
1.4. La planification et la politique linguistique....1
1.5. Le statut des langues : officielle, nationale, véhiculaire, vernaculaire....1
1.6. Identité linguistique et appartenance culturelle....1
1.7. La décentralisation linguistique....1
CHAPITRE II : LE PAYSAGE SOCIOLINGUISTIQUE DU CAMEROUN....1
2.1. Aperçu historique et géopolitique du Cameroun....1
2.2. Inventaire et classification des langues du Cameroun....1
2.3. L'héritage colonial et le bilinguisme franco-anglais....1
2.4. Les langues véhiculaires et leurs fonctions....1
2.5. Politiques linguistiques post-indépendance....1
2.6. Le camfranglais et les pratiques langagières informelles....1
2.7. Paysage linguistique : affichage public et marquage territorial....1
CHAPITRE III : LE BILINGUISME OFFICIEL AU CAMEROUN – RÉALITÉS ET DÉFIS....1
3.1. Cadre juridique et institutionnel du bilinguisme....1
3.2. Le bilinguisme dans le système éducatif....1

3.3. Le bilinguisme dans l'administration publique.....1
3.4. Le bilinguisme dans les médias.....1
3.5. Le bilinguisme dans le système judiciaire.....1
3.6. Asymétrie et déséquilibres du bilinguisme camerounais.....1
3.7. Perceptions et attitudes des locuteurs.....1
3.8. Résultats des enquêtes de terrain.....1
CHAPITRE IV : VERS UN MODÈLE CAMEROUNAIS DU MULTICULTURALISME LINGUISTIQUE.....1
4.1. Le multiculturalisme comme paradigme de gouvernance.....1
4.2. Intégration des langues nationales dans le dispositif officiel.....1
4.3. L'éducation bilingue et plurilingue au Cameroun.....1
4.4. La décentralisation comme levier de promotion linguistique.....1
4.5. Médias, numérique et promotion du bilinguisme.....1
4.6. Expériences comparatives : leçons d'autres États multilingues.....1
4.7. Proposition d'un modèle intégratif de gestion linguistique.....1
CONCLUSION GÉNÉRALE.....1
BIBLIOGRAPHIE.....1
ANNEXES.....1

LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

CERD : Centre d'Études et de Recherches Documentaires

CNPM : Commission Nationale pour la Promotion du Bilinguisme et du Multiculturalisme

ENS : École Normale Supérieure

FALSH : Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines

GCE : General Certificate of Education

IOB : Inspecteur de l'Orientation Bilingue

MINAC : Ministère des Arts et de la Culture

MINEDUB : Ministère de l'Éducation de Base

MINESEC : Ministère des Enseignements Secondaires

MINESUP : Ministère de l'Enseignement Supérieur

OIF : Organisation Internationale de la Francophonie

ONACC : Observatoire National du Bilinguisme

PROPELCA : Programme de Recherche Opérationnelle pour l'Enseignement des Langues au Cameroun

SIL : Société Internationale de Linguistique

UBA : Université de Buea (Anglophone)

UYI : Université de Yaoundé I

UYBII : Université de Yaoundé II

INTRODUCTION GÉNÉRALE

1. Contexte et justification de la recherche

Le Cameroun se présente comme une mosaïque ethnoculturelle et linguistique sans équivalent en Afrique subsaharienne. Qualifié par certains chercheurs de « véritable Afrique en miniature », il réunit sur son territoire une diversité de groupes ethniques, de traditions culturelles et de pratiques langagières dont la richesse n'a d'égal que la complexité de leur gestion institutionnelle.[1] La Constitution du 18 janvier 1996 consacre dans son préambule le français et l'anglais comme langues officielles, héritages d'une colonisation partagée entre la France et la Grande-Bretagne.[2]

Ce bilinguisme officiel franco-anglais, inscrit dans les textes fondamentaux de la République, coexiste cependant avec une réalité plurilingue complexe. Le pays dénombre en effet plus de deux cent soixante-dix langues nationales réparties entre quatre grandes familles linguistiques : le Niger-Congo, l'Afro-Asiatique, le Nilo-Saharien et le Khoisanide.[3] Cette diversité linguistique, loin d'être un simple facteur de fragmentation sociale, constitue une ressource culturelle inestimable dont la valorisation reste un défi majeur pour les politiques éducatives et linguistiques du pays.

La justification de cette recherche tient à plusieurs facteurs convergents. D'une part, la persistance de tensions sociales et politiques liées à la question linguistique, cristallisées par la crise anglophone qui a éclaté en 2016 et qui continue d'interpeller les décideurs politiques sur la réalité du bilinguisme camerounais.[4] D'autre part, les travaux de la Commission Nationale pour la Promotion du Bilinguisme et du

[1] ETHNOLOGUE (2023). Languages of the World, 26th edition. SIL International. En ligne : www.ethnologue.com [consulté le 15 mars 2024].

[2] CONSTITUTION DE LA REPUBLIQUE DU CAMEROUN, adoptée le 18 janvier 1996, préambule et article 1er, alinéa 3.

[3] BRETON, R. & FOHTUNG, B. (1991). Atlas Administratif des Langues Nationales du Cameroun. Paris/Yaoundé : ACCT/CERDOTOLA/DGRST, p. 4.

[4] COMMISION NATIONALE POUR LA PROMOTION DU BILINGUISME ET DU MULTICULTURALISME (2017). Premier Rapport de la Commission. Yaoundé : Présidence de la République, pp. 12-15.

Multiculturalisme, créée en 2017, ont mis en évidence de profondes insuffisances dans la mise en œuvre effective des politiques bilingues, justifiant ainsi une investigation scientifique rigoureuse.

Cette recherche se situe à l'interface de la sociolinguistique, de la politique linguistique et des études culturelles. Elle s'intéresse aux rapports complexes entre langues, identités et pouvoirs au sein d'un État africain postcolonial confronté aux défis de la construction nationale dans un contexte de pluralisme linguistique et culturel assumé.

2. Problématique

La problématique centrale de cette thèse s'articule autour d'une tension fondamentale : comment un État officiellement bilingue peut-il, dans un contexte de plurilinguisme profond, élaborer et mettre en œuvre des politiques linguistiques inclusives garantissant à la fois la cohésion nationale, l'équité entre les communautés linguistiques et la préservation du patrimoine langagier national ? Cette interrogation rejoint les travaux de Fishman sur la sociologie du langage[5] et ceux de Spolsky sur la politique linguistique.[6]

Plus précisément, nous questionnons : (1) Dans quelle mesure le bilinguisme officiel franco-anglais reflète-t-il les pratiques langagières réelles des Camerounais ? (2) Quels sont les mécanismes institutionnels d'asymétrie entre le français et l'anglais, et quels en sont les effets sur les locuteurs anglophones ? (3) Comment les langues nationales s'articulent-elles avec le dispositif bilingue officiel ? (4) Quelles modalités d'un modèle intégratif de gestion linguistique pourraient contribuer à une gouvernance linguistique plus équitable et plus inclusive ?

Ces questions posent en filigrane le problème plus général du rapport entre bilinguisme d'État et multilinguisme social, entre politique linguistique prescriptive et pratiques langagières spontanées, entre unité nationale et reconnaissance de la diversité culturelle.

[5]FISHMAN, J.A. (1972). The Sociology of Language. Rowley : Newbury House, p. 19.
[6]SPOLSKY, B. (2004). Language Policy. Cambridge : Cambridge University Press, p. 8.

3. Objectifs de la recherche

Cette recherche poursuit plusieurs objectifs complémentaires, que nous articulons en objectif général et en objectifs spécifiques.

L'objectif général est d'analyser les réalités, les défis et les perspectives du bilinguisme officiel camerounais dans le cadre d'un multiculturalisme linguistique équitable et inclusif, en vue de proposer un modèle intégratif de gestion des langues adapté au contexte national.

Les objectifs spécifiques sont : (1) Recenser et analyser le cadre juridique et institutionnel du bilinguisme officiel au Cameroun. (2) Évaluer le degré d'effectivité du bilinguisme dans les différents secteurs de la vie publique (éducation, administration, justice, médias). (3) Identifier les déséquilibres fonctionnels et les asymétries entre le français et l'anglais. (4) Analyser la place et le rôle des langues nationales dans l'espace public camerounais. (5) Examiner les pratiques langagières hybrides comme le camfranglais. (6) Proposer des recommandations pour une politique linguistique plus équitable et plus efficace.

4. Hypothèses de travail

Notre démarche de recherche est guidée par les hypothèses suivantes :

Hypothèse principale (H1) : Le bilinguisme officiel camerounais, tel qu'il est institutionnellement configuré, est structurellement asymétrique au détriment des locuteurs anglophones, et cette asymétrie constitue l'une des sources profondes des tensions sociolinguistiques contemporaines.

Hypothèse secondaire 1 (H2) : Les langues nationales camerounaises, bien qu'absentes du dispositif bilingue officiel, jouent un rôle véhiculaire et identitaire irremplaçable que les politiques linguistiques officielles ne peuvent continuer d'ignorer sans risque de fracture sociale.

Hypothèse secondaire 2 (H3) : Un modèle intégratif de gestion linguistique articulant bilinguisme officiel, promotion des langues nationales et valorisation des pratiques plurilingues informelles est non

seulement possible, mais constitue la seule voie viable pour une gouvernance linguistique démocratique au Cameroun.

5. Méthodologie

Notre approche méthodologique est résolument plurielle et s'inscrit dans le paradigme de la recherche qualitative et quantitative combinée, que certains méthodologues appellent la méthode mixte ou triangulation méthodologique.[7] Cette pluralité des méthodes nous paraît indispensable pour rendre compte de la complexité du phénomène sociolinguistique étudié.

Sur le plan des méthodes de collecte des données, nous avons recouru à : (1) L'analyse documentaire portant sur les textes juridiques, les rapports institutionnels, les travaux académiques et les données statistiques relatives aux langues au Cameroun. (2) Des enquêtes par questionnaire administrées auprès d'un échantillon de huit cents personnes représentatives des différentes régions, catégories socioprofessionnelles et communautés linguistiques du pays. (3) Des entretiens semi-directifs conduits avec des acteurs institutionnels, des enseignants, des fonctionnaires, des journalistes et des représentants de la société civile. (4) Des observations participantes dans des milieux administratifs, éducatifs et commerciaux de Yaoundé, Douala, Bamenda, Garoua, Ebolowa et Bertoua.

Sur le plan de l'analyse, nous avons mobilisé les outils de la sociolinguistique variationniste, de l'analyse du discours institutionnel et de l'analyse comparative. Les données quantitatives ont été traitées à l'aide du logiciel SPSS, tandis que les données qualitatives ont fait l'objet d'une analyse thématique de contenu.

6. Structure de la thèse

Pour répondre à ces questionnements, notre travail s'organise en quatre chapitres principaux, précédés d'une introduction générale et suivis d'une conclusion générale.

[7] LÜDI, G. & PY, B. (2003). Etre bilingue. Berne : Peter Lang, 3e édition, p. 5.

Le Chapitre I établit le cadre théorique et conceptuel de la recherche en définissant les concepts clés : bilinguisme, multilinguisme, plurilinguisme, multiculturalisme, politique linguistique, statut des langues et identité linguistique.

Le Chapitre II dresse un panorama du paysage sociolinguistique camerounais, de son histoire coloniale à ses pratiques langagières contemporaines, en passant par l'inventaire et la classification de ses langues.

Le Chapitre III analyse les réalités et les défis du bilinguisme officiel dans ses différentes dimensions institutionnelles : système éducatif, administration publique, médias et système judiciaire.

Le Chapitre IV propose, à partir des constats précédents et d'expériences comparatives internationales, un modèle camerounais de multiculturalisme linguistique intégrant bilinguisme officiel, langues nationales et pratiques plurilingues informelles.

CHAPITRE I : CADRE THÉORIQUE ET CONCEPTUEL

Ce premier chapitre a pour vocation d'établir le socle théorique et conceptuel sur lequel repose l'ensemble de notre démarche analytique. Il procède à une exploration systématique des principaux concepts mobilisés dans ce travail, en les situant dans leur contexte épistémologique et en dégageant les axes théoriques pertinents pour notre étude du bilinguisme et du multiculturalisme au Cameroun.

1.1. Le bilinguisme : définitions et typologies

Le concept de bilinguisme est l'un des plus discutés en sciences du langage, tant ses contours définitoires sont larges et ses acceptions variables selon les disciplines et les traditions scientifiques. Dans sa définition la plus restrictive, le bilinguisme désigne la maîtrise native et symétrique de deux langues par un même individu. C'est la position défendue par Bloomfield, pour qui le bilinguisme implique une « native-like control of two languages ».[8]

Cette définition maximaliste a toutefois été largement remise en cause par des travaux ultérieurs qui ont plaidé pour une conception plus souple et plus réaliste du bilinguisme. Mackey, l'un des pionniers des études bilingues, propose de définir le bilinguisme comme l'usage alterné de deux ou plusieurs langues, quel que soit le degré de maîtrise de chacune.[9] Cette conception ouvre la voie à une approche fonctionnelle du bilinguisme, centrée non sur les compétences intrinsèques du locuteur mais sur ses pratiques langagières réelles.

La question de la compétence bilingue a suscité des débats considérables. Pour Grosjean, le bilingue n'est pas deux monolingues en une seule personne, mais un locuteur unique dont le répertoire

[8]WEINREICH, U. (1953). Languages in Contact. Findings and Problems. New York : Linguistic Circle of New York, p. 1.
[9]MACKEY, W.F. (1976). Bilinguisme et contact des langues. Paris : Klincksieck, p. 23.

linguistique est organisé de façon spécifique.[10] Cette vision holistique du bilinguisme permet de dépasser les comparaisons normatives avec le monolingue idéal et d'appréhender le bilingue dans sa spécificité et sa complexité.

Sur le plan typologique, Hamers et Blanc distinguent plusieurs formes de bilinguisme selon des critères variés : selon l'organisation cognitive des deux systèmes linguistiques (bilinguisme composé, coordonné, subordonné), selon l'âge d'acquisition des langues (bilinguisme simultané vs. consécutif), selon le statut des deux langues dans la société (bilinguisme additif vs. soustractif), ou encore selon la relation entre les deux communautés linguistiques (bilinguisme endogène vs. exogène).[11]

Au niveau sociétal, le bilinguisme dépasse la dimension individuelle pour désigner une situation de coexistence de deux langues au sein d'un même État ou d'une même société. C'est ce bilinguisme institutionnel et officiel qui nous intéresse principalement dans le cadre camerounais, sans pour autant négliger ses manifestations individuelles et communautaires.

1.2. Le multilinguisme et le plurilinguisme

Le multilinguisme désigne la coexistence de plusieurs langues au sein d'un même espace géographique ou politique, qu'il s'agisse d'un État, d'une région ou d'une communauté. Il se distingue du bilinguisme par le nombre de langues en présence mais aussi, souvent, par la complexité des hiérarchies et des fonctions linguistiques qui s'y déploient.[12] Dans ce sens, le Cameroun constitue un exemple paradigmatique de multilinguisme avec ses deux langues officielles, sa lingua franca véhiculaire représentée principalement par le pidgin-english et le camfranglais, et ses centaines de langues nationales.

Le plurilinguisme, tel que conceptualisé par le Conseil de l'Europe, se distingue du multilinguisme en ce qu'il met l'accent sur les compétences communicatives de l'individu qui fait usage de plusieurs langues ou

[10]GROSJEAN, F. (1982). Life with Two Languages: An Introduction to Bilingualism. Cambridge : Harvard University Press, p. 1.
[11]HAMERS, J.F. & BLANC, M. (1983). Bilingualité et Bilinguisme. Bruxelles : Mardaga, p. 17.
[12]CALVET, L.-J. (1993). La sociolinguistique. Paris : PUF, coll. « Que sais-je ? », p. 45.

variétés linguistiques.[13] Le Cadre Européen Commun de Référence pour les Langues (CECRL) a popularisé cette distinction en insistant sur la compétence plurilingue et pluriculturelle comme objectif central de l'enseignement des langues. Le sujet plurilingue n'est pas un locuteur qui possède séparément des compétences dans différentes langues, mais un acteur social dont le répertoire linguistique est intégré et dynamique.

Cette distinction entre multilinguisme (réalité sociale et institutionnelle) et plurilinguisme (compétence individuelle) est pertinente pour notre étude du Cameroun, où la réalité multilingue de la société ne coïncide pas nécessairement avec les politiques officielles et où les individus développent des compétences plurilingues informelles qui débordent largement le cadre bilingue prescrit par l'État.

1.3. Le multiculturalisme : approches théoriques

Le multiculturalisme est à la fois une réalité sociale et un projet politique normatif. Comme réalité sociale, il désigne la coexistence de plusieurs cultures, traditions et identités au sein d'un même espace public. Comme projet politique, il postule que cette diversité culturelle doit être reconnue, valorisée et protégée par les institutions étatiques, et non simplement tolérée ou assimilée.[14]

Will Kymlicka, l'un des théoriciens les plus influents du multiculturalisme libéral, distingue plusieurs formes de droits culturels : les droits d'auto-gouvernement pour les minorités nationales, les droits polyethniques pour les groupes immigrants, et les droits de représentation spéciale pour les groupes défavorisés.[15] Sa théorie implique que la justice libérale exige non seulement l'égalité formelle des individus, mais aussi la reconnaissance et la protection des identités collectives.

[13]COUNCIL OF EUROPE (2001). Cadre Européen Commun de Référence pour les Langues. Strasbourg : Conseil de l'Europe, p. 11.
[14]KYMLICKA, W. (1995). Multicultural Citizenship: A Liberal Theory of Minority Rights. Oxford : Oxford University Press, p. 10.
[15]

Charles Taylor, dans son essai sur la politique de la reconnaissance, souligne que l'identité des individus et des groupes se construit dans la relation à autrui et que le déni de reconnaissance constitue une forme de domination symbolique.[16] Cette perspective est particulièrement pertinente pour comprendre les revendications identitaires et linguistiques des communautés anglophones et des groupes ethniques minoritaires au Cameroun.

Il convient toutefois de noter les limites et les critiques adressées au multiculturalisme comme projet politique. Ses détracteurs, notamment dans la tradition républicaine française, lui reprochent d'encourager un communautarisme fragmentant qui compromet la cohésion nationale et les valeurs universelles. Cette tension entre reconnaissance de la diversité et impératif d'unité nationale est au cœur des défis que doit relever toute politique linguistique en Afrique postcoloniale.

1.4. La planification et la politique linguistique

La politique linguistique désigne l'ensemble des orientations, décisions et mesures prises par une autorité – généralement l'État – pour influencer la situation des langues dans la société.[17] Elle englobe aussi bien les décisions relatives au statut des langues (quelle langue est officielle, nationale, d'enseignement ?) que les décisions relatives à leur forme (standardisation, élaboration de dictionnaires et de grammaires de référence, réforme orthographique).

La planification linguistique constitue l'aspect pratique et opérationnel de la politique linguistique. Haugen, l'un des fondateurs de ce domaine d'étude, identifie quatre processus fondamentaux : la sélection (choix d'une variété standard), la codification (mise en norme de la variété choisie), l'élaboration (développement des fonctions de la langue) et la mise en œuvre (diffusion et acceptation de la norme dans la société).[18]

[16]TAYLOR, C. (1994). Multiculturalisme. Différence et démocratie. Paris : Aubier-Flammarion, p. 41.

[17]

[18]KLOSS, H. (1969). Research Possibilities on Group Bilingualism: A Report. Quebec : International Center for Research on Bilingualism, p. 67.

Dans le contexte africain, la planification linguistique a été fortement influencée par l'héritage colonial et par les choix politiques des États post-indépendants, qui ont généralement maintenu les langues coloniales comme langues officielles tout en proclamant un attachement formel à la promotion des langues africaines.[19] Le Cameroun ne fait pas exception à cette tendance, et l'écart entre les proclamations officielles et les réalités de terrain constitue l'une des problématiques centrales de cette thèse.

1.5. Le statut des langues : officielle, nationale, véhiculaire, vernaculaire

La terminologie relative au statut des langues mérite une clarification rigoureuse, car les usages de ces termes varient considérablement selon les auteurs et les contextes. Kloss a proposé une distinction fondamentale entre le statut (status) d'une langue, qui renvoie à sa position sociale et ses fonctions officielles, et le corpus (corpus), qui renvoie à ses caractéristiques formelles et à leur codification.[20]

La langue officielle est celle reconnue par l'État comme instrument de communication institutionnelle et administrative. Au Cameroun, le français et l'anglais ont ce statut en vertu de la Constitution. La langue nationale est une appellation plus ambiguë qui peut désigner soit les langues autochtones d'un pays (définition ethnolinguistique), soit toutes les langues parlées sur le territoire national, y compris les langues officielles (définition inclusive).

La langue véhiculaire est une langue de communication interethnique qui sert de pont entre des locuteurs de langues maternelles différentes. Elle peut être autochtone (comme le fulfuldé dans le Grand Nord camerounais) ou exogène (comme le français ou l'anglais dans les villes). La langue vernaculaire, au contraire, est la langue première ou maternelle d'un groupe ethnique, utilisée dans le cadre familial et communautaire. Elle a une dimension identitaire forte mais une portée communicationnelle limitée.

[19] CALVET, L.-J. (1999). Pour une écologie des langues du monde. Paris : Plon, p. 88.

[20]

1.6. Identité linguistique et appartenance culturelle

L'identité linguistique désigne le sentiment d'appartenance à une communauté de locuteurs et la relation affective et symbolique qu'un individu entretient avec une ou plusieurs langues.[21] Elle est indissociable de l'identité culturelle dans la mesure où la langue constitue le principal vecteur de transmission des valeurs, des représentations et des pratiques culturelles d'un groupe.

Dans le contexte camerounais, l'identité linguistique est particulièrement complexe du fait de la multiplicité des appartenances possibles : appartenance à une communauté ethnique (définie par la langue vernaculaire), appartenance à une région bilingue ou unilingue, appartenance à la communauté francophone ou anglophone, et appartenance à la communauté nationale camerounaise. Ces différents niveaux d'identité peuvent se combiner harmonieusement ou entrer en tension selon les contextes et les enjeux politiques du moment.

La problématique de l'identité linguistique est au cœur des revendications des populations anglophones du Cameroun, qui perçoivent la marginalisation de la langue anglaise dans les institutions comme une atteinte à leur identité culturelle et à leur statut de communauté cofondatrice de la République fédérale.[22]

1.7. La décentralisation linguistique

La décentralisation linguistique renvoie au transfert de compétences en matière de gestion des langues depuis les institutions nationales vers des entités territoriales décentralisées : régions, communes, collectivités locales.[23] Elle constitue un levier potentiellement important pour la promotion des langues locales et pour l'adaptation des politiques

21

[22]ECHU, G. & GRUNDSTROM, A.W. (eds.) (1999). Official Bilingualism and Linguistic Communication in Cameroon. New York : Peter Lang, p. 1.

23

linguistiques aux réalités sociolinguistiques spécifiques de chaque territoire.

Dans le contexte camerounais, la décentralisation, engagée dans le cadre de la révision constitutionnelle de 1996 et approfondée par les lois de 2019, ouvre des perspectives nouvelles pour la promotion des langues nationales à l'échelon local. Elle permet d'envisager des politiques linguistiques différenciées selon les réalités régionales, tout en maintenant le cadre bilingue national comme référent commun.

CHAPITRE II : LE PAYSAGE SOCIOLINGUISTIQUE DU CAMEROUN

Ce chapitre s'attache à dresser un portrait complet du paysage sociolinguistique du Cameroun, en articulant perspectives historiques, données géolinguistiques et analyses des pratiques langagières contemporaines. Il constitue le cadre de référence empirique indispensable à toute réflexion sur les politiques linguistiques camerounaises.

2.1. Aperçu historique et géopolitique du Cameroun

La configuration linguistique actuelle du Cameroun ne peut se comprendre sans référence à l'histoire coloniale du pays. Avant la colonisation européenne, le territoire qui allait devenir le Cameroun était peuplé de nombreux groupes ethniques aux langues et cultures diverses, organisés en royaumes, sultanats et chefferies dont certains comme le Sultanat du Rey-Bouba, le Royaume Bamoun ou les royaumes Bamiléké avaient développé des systèmes politiques et culturels sophistiqués.[24]

La colonisation allemande (1884-1916) a été la première à imposer une langue européenne comme langue d'administration et d'évangélisation. L'échec de l'Allemagne lors de la Première Guerre mondiale a conduit à la partition du territoire entre la France et la Grande-Bretagne sous mandat de la Société des Nations, puis sous tutelle de l'ONU après 1946. La France administrait environ 80% du territoire (le Cameroun oriental) tandis que la Grande-Bretagne contrôlait le reste (le Cameroun occidental), divisé lui-même en Northern Cameroons et Southern Cameroons.

Cette double colonisation a eu des effets durables sur la configuration linguistique et identitaire du Cameroun. L'indépendance du Cameroun français le 1er janvier 1960, suivie de la réunification avec une

[24]MBEMBE, A. (1996). La naissance du maquis dans le Sud-Cameroun (1920-1960). Paris : Karthala, p. 87.

partie du Cameroun britannique en 1961, a créé la République Fédérale du Cameroun, consacrant officiellement le bilinguisme franco-anglais. La transformation en État unitaire en 1972 puis la révision constitutionnelle de 1996 ont maintenu ce bilinguisme officiel tout en redessinant l'architecture institutionnelle de l'État.

2.2. Inventaire et classification des langues du Cameroun

Le Cameroun est l'un des pays les plus riches en diversité linguistique au monde. Les estimations varient selon les sources et les critères de classification, mais on s'accorde généralement à dénombrer entre deux cent soixante-dix et trois cents langues nationales, auxquelles s'ajoutent les deux langues officielles.[25] Cette densité linguistique fait du Cameroun un laboratoire privilégié pour les études en contact des langues, en bilinguisme et en politique linguistique.

Sur le plan de la classification génétique, les langues du Cameroun se répartissent entre quatre grandes familles selon la classification de Greenberg :[26] (1) La famille Niger-Congo, de loin la plus représentée, qui comprend les sous-groupes Adamawa, Oubanguien, Bantou (dont les langues du Grassland et les langues de la forêt équatoriale), et les langues Bénoué-Congo. (2) La famille Afro-Asiatique (anciennement chamito-sémitique), présente principalement dans les régions du Grand Nord, avec des langues comme l'arabe choa et le haoussa. (3) La famille Nilo-Saharienne, représentée par quelques langues dans la région du Lac Tchad. (4) La famille Khoisanide, marginalement présente.

L'Atlas Administratif des Langues Nationales du Cameroun de Breton et Fohtung reste l'ouvrage de référence le plus complet pour la description géolinguistique du pays.[27] Il identifie des zones de grande densité linguistique dans les Hautes Terres de l'Ouest et du Nord-Ouest, des zones de plus faible densité dans le Grand Nord et le Grand Sud, et

25

[26]GREENBERG, J.H. (1966). The Languages of Africa. Bloomington : Indiana University Press, p. 177.

27

des zones de contact intense dans les grandes agglomérations urbaines comme Yaoundé et Douala.

L'ATLAS PROPELCA, développé par le Programme de Recherche Opérationnelle pour l'Enseignement des Langues au Cameroun de l'Université de Yaoundé I, a contribué à la standardisation des alphabets de certaines langues nationales, ouvrant la voie à leur utilisation écrite et potentiellement scolaire.

2.3. L'héritage colonial et le bilinguisme franco-anglais

L'héritage colonial est au fondement du bilinguisme officiel camerounais. La coexistence du français et de l'anglais comme langues de l'administration, de l'éducation et des institutions résulte directement de la partition coloniale du territoire entre la France et la Grande-Bretagne.[28] Cet héritage a des conséquences considérables sur les représentations linguistiques, les pratiques institutionnelles et les inégalités structurelles entre les deux communautés linguistiques.

La période coloniale française a été marquée par une politique d'assimilation culturelle et linguistique particulièrement intensive, visant à faire du français la langue exclusive de l'administration et de l'éducation dans les territoires sous contrôle français.[29] La tradition britannique d'administration indirecte a, pour sa part, davantage toléré l'usage des langues locales comme instruments d'administration et d'enseignement, développant ainsi un rapport différent aux langues autochtones.

Ces héritages coloniaux différenciés ont produit des systèmes éducatifs distincts dont les structures persistent aujourd'hui encore : le sous-système francophone inspiré du modèle français, et le sous-système anglophone hérité du modèle britannique avec son GCE (General Certificate of Education).[30] La non-convergence de ces deux sous-systèmes

[28]TABI-MANGA, J. (2000). Les politiques linguistiques du Cameroun. Essai d'aménagement linguistique. Paris : Karthala, p. 23.
[29]ONGUENE ESSONO, L.M. (1999). Le français au Cameroun : du passé colonial au présent mondialisé. In Le français en Afrique, n°13, pp. 45-58.
[30]CHIA, E.N. (1994). Language Policy and National Development in Cameroon. In Epasa Moto, Vol. 1, n°2, Université de Buea, pp. 1-22.

constitue l'un des obstacles majeurs à la mise en œuvre effective du bilinguisme dans le système éducatif camerounais.

2.4. Les langues véhiculaires et leurs fonctions

Au-delà du français et de l'anglais, plusieurs langues jouent un rôle véhiculaire important dans la communication interethnique au Cameroun.[31] Le fulfuldé, langue de la famille Afro-Asiatique (sous-groupe tchadique), sert de langue de communication régionale dans l'ensemble du Grand Nord, couvrant les régions de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême-Nord.

Le bassa, l'ewondo et le basaa jouent également un rôle véhiculaire dans certaines zones du Centre et du Littoral. Dans les villes, le français et l'anglais remplissent cette fonction véhiculaire auprès des populations scolarisées, tandis que des variétés populaires comme le camfranglais ou le pidgin-english servent de véhicule de communication pour des catégories de locuteurs plus larges.

Le pidgin-english camerounais (Cameroon Pidgin English), ou West African Pidgin English, est particulièrement important dans les régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest, mais aussi dans certaines parties du Littoral et du Centre.[32] C'est une langue créole à base anglaise qui s'est développée comme langue de contact commercial et interethnique depuis l'époque précoloniale et qui bénéficie d'un fort prestige identitaire auprès des populations anglophones.

2.5. Politiques linguistiques post-indépendance

Les politiques linguistiques camerounaises depuis l'indépendance ont oscillé entre deux orientations apparemment contradictoires : d'un côté, le maintien et la promotion du bilinguisme franco-anglais comme fondement de l'identité nationale ; de l'autre, un discours récurrent sur la

[31]BILOA, E. (2003). La langue française au Cameroun. Analyse linguistique et didactique. Berne : Peter Lang, p. 12.

[32]MBANGWANA, P.N. (1983). Some Features of Morphological Nativisation of English Borrowings in Cameroon. In Journal of Multilingual and Multicultural Development, 4(5), pp. 401-416.

promotion des langues nationales qui s'est peu traduit en mesures concrètes.[33]

Le régime d'Ahmadou Ahidjo (1960-1982) a privilégié une politique d'unité nationale qui passait par l'affirmation du bilinguisme officiel comme ciment identitaire, tout en maintenant les langues nationales dans une position marginale.[34] La création de l'Université Fédérale du Cameroun à Yaoundé en 1962, puis la transformation en Université de Yaoundé en 1972, avec notamment le Département des Langues Africaines et Linguistique (DALA), a cependant ouvert un espace académique pour la recherche sur les langues camerounaises.

Le régime de Paul Biya, en place depuis 1982, a maintenu la même orientation générale tout en procédant à quelques aménagements. La Constitution de 1996 a renforcé les protections du bilinguisme officiel et affirmé la nécessité de la protection des langues nationales, sans pour autant définir de mécanismes concrets de mise en œuvre.[35]

2.6. Le camfranglais et les pratiques langagières informelles

Le camfranglais est l'expression la plus visible et la plus dynamique des pratiques plurilingues informelles au Cameroun.[36] Né dans les milieux estudiantins de Yaoundé dans les années 1970-1980, c'est un parler hybride qui mélange le français, l'anglais, les langues nationales camerounaises et des formes argotiques originales, selon des procédés variés : emprunt, calque, verlanisation, troncation, affixation nouvelle.

Malgré – ou plutôt à cause de – son statut informel et non officialisé, le camfranglais est devenu un véritable marqueur identitaire pour la jeunesse camerounaise urbaine qui transcende les barrières entre

33

[34]MENDO ZE, G. (dir.) (1990). Le français langue africaine. Enjeux et atouts pour la Francophonie. Paris : Publisud, p. 48.
35

[36]ZANG ZANG, P. (1998). Urbanisation et dynamique des langues au Cameroun. Thèse de Doctorat d'État, Université de Yaoundé I, p. 34.

communautés francophones et anglophones.[37] Il constitue ainsi paradoxalement l'expression la plus authentique du bilinguisme vécu au quotidien par les jeunes Camerounais, en dehors des cadres institutionnels formels.

Les pratiques langagières informelles incluent également le code-switching (alternance codique) et le code-mixing (mélange de codes), qui sont des stratégies communicatives quotidiennes dans les contextes urbains multilingues camerounais. Ces pratiques révèlent la fluidité des frontières linguistiques dans la vie réelle des locuteurs et interrogent la pertinence d'une conception strictement compartimentée du bilinguisme officiel.

2.7. Paysage linguistique : affichage public et marquage territorial

Le paysage linguistique, entendu comme l'ensemble des affichages visibles dans l'espace public (enseignes commerciales, panneaux officiels, publicités, graffiti), constitue un indicateur précieux de la situation sociolinguistique d'un territoire.[38] L'analyse du paysage linguistique camerounais révèle des contrastes saisissants entre les zones francophones, les zones anglophones et les zones de contact.

Dans les villes majoritairement francophones comme Yaoundé et Douala, le français domine très largement l'affichage public officiel, tandis que l'anglais apparaît essentiellement dans les enseignes commerciales internationales. Dans les villes anglophones comme Bamenda et Buea, l'anglais prédominait jusqu'à récemment dans l'espace public, bien que la francisation progressive de l'administration ait commencé à modifier ce paysage. Les langues nationales sont quasi absentes de l'affichage public officiel.

L'analyse du paysage linguistique confirme ainsi la hiérarchisation symbolique des langues que notre étude cherche à comprendre : le

[37] KUITCHE FONKOU, G. (2010). La situation sociolinguistique au Cameroun. In Le français en Afrique, n°25, pp. 10-25.
[38]

français occupe une position hégémonique, l'anglais une position secondaire mais significative dans les zones anglophones, et les langues nationales sont reléguées à l'invisibilité dans l'espace public formel, même si elles restent très présentes dans la communication orale quotidienne.

CHAPITRE III : LE BILINGUISME OFFICIEL AU CAMEROUN – RÉALITÉS ET DÉFIS

Ce chapitre central de notre thèse procède à une analyse approfondie et multisectorielle du bilinguisme officiel camerounais. Il examine les fondements juridiques et institutionnels du bilinguisme, ses manifestations dans les différents secteurs de la vie publique, ses déséquilibres structurels, les représentations et attitudes qu'il suscite, et les résultats de nos investigations empiriques.

3.1. Cadre juridique et institutionnel du bilinguisme

Le bilinguisme officiel camerounais trouve son fondement dans la Constitution du 18 janvier 1996, dont l'article premier, alinéa 3, dispose que « La République du Cameroun adopte le français et l'anglais comme langues officielles d'égale valeur ».[39] Cette disposition constitutionnelle est complétée par le préambule qui affirme l'attachement aux libertés fondamentales et aux droits des personnes humaines, ainsi que la nécessité de protéger les droits des groupes minoritaires.

Sur le plan institutionnel, le Comité National pour la Promotion du Bilinguisme (CNPB), créé en 1986 et remplacé en 2017 par la Commission Nationale pour la Promotion du Bilinguisme et du Multiculturalisme (CNPBM), est l'organe principal chargé de veiller à la mise en œuvre effective du bilinguisme dans les institutions publiques.[40] Cette commission, créée dans le contexte de la crise anglophone, dispose d'un mandat élargi intégrant désormais la dimension multiculturelle.

D'autres dispositions légales et réglementaires contribuent à encadrer le bilinguisme institutionnel : la loi portant orientation de l'éducation (1998), les textes réglementant le statut de la fonction publique, les décrets relatifs à l'organisation et aux attributions des

39

40

services de l'État. Cependant, l'application effective de ces dispositions reste tributaire de la volonté politique des responsables administratifs et des capacités linguistiques des agents de l'État.

3.2. Le bilinguisme dans le système éducatif

L'éducation est le secteur dans lequel les enjeux du bilinguisme sont les plus cruciaux, car c'est là que se joue la transmission et la reproduction des compétences linguistiques des générations futures.[41] Le système éducatif camerounais est organisé en deux sous-systèmes parallèles : le sous-système francophone et le sous-système anglophone, chacun avec ses programmes, ses examens et ses certifications distinctes.

La loi d'orientation de l'éducation de 1998 stipule que « le système éducatif est bilingue » et prévoit l'introduction de l'apprentissage de la seconde langue officielle dès le niveau primaire.[42] Dans la pratique, cependant, l'enseignement du bilinguisme se heurte à des obstacles considérables : insuffisance du nombre d'enseignants qualifiés dans les deux langues, absence de matériels didactiques adaptés, classes surchargées, et manque de motivation des élèves et des familles pour l'apprentissage de la langue seconde.

Les lycées et collèges bilingues, créés pour offrir un enseignement dans les deux langues officielles, constituent une initiative intéressante mais insuffisante au regard des besoins.[43] Leur nombre reste limité par rapport à la population scolaire, et la qualité de l'enseignement bilingue y varie considérablement selon la disponibilité des enseignants qualifiés et les ressources de chaque établissement.

L'Université de Yaoundé I, et notamment son Département des Études Bilingues de la FALSH, joue un rôle pionnier dans la formation de spécialistes du bilinguisme et dans la recherche sur les pratiques bilingues. Les programmes de formation des maîtres des ENS (Écoles

[41]LOI N° 98/004 DU 14 AVRIL 1998 portant orientation de l'éducation au Cameroun, article 9.
[42]

[43]BROCK-UTNE, B. (2001). The Language Question in Cameroon: A Focus on the New Language Policy. In International Review of Education, 47(3-4), pp. 345-365.

Normales Supérieures) intègrent progressivement des modules sur l'enseignement bilingue, mais la demande dépasse largement l'offre de formation.

3.3. Le bilinguisme dans l'administration publique

L'administration publique est le premier domaine dans lequel le principe d'égalité entre le français et l'anglais devrait se concrétiser.[44] En théorie, tous les textes officiels (lois, décrets, arrêtés, circulaires) sont publiés simultanément en français et en anglais, et les administrations sont censées pouvoir recevoir et traiter les demandes des usagers dans l'une ou l'autre des deux langues officielles.

La réalité de terrain est cependant nettement moins satisfaisante. Nos enquêtes révèlent que dans la pratique, le français domine largement les communications administratives, y compris dans les régions anglophones. De nombreux documents officiels ne sont disponibles qu'en version française, ou la version anglaise est une traduction de moindre qualité. Les fonctionnaires des régions anglophones se voient fréquemment imposer le français comme langue de travail, ce qui constitue une violation du principe d'égalité des langues officielles.

Ces dysfonctionnements ont été officiellement reconnus par la Commission Nationale pour la Promotion du Bilinguisme et du Multiculturalisme dans son premier rapport, qui relève « un déficit criard de bilinguisme dans les institutions de la République » et préconise des mesures urgentes de correction.[45]

3.4. Le bilinguisme dans les médias

Le secteur médiatique occupe une place centrale dans la promotion et la diffusion du bilinguisme dans la société camerounaise.[46] La Cameroon Radio Television (CRTV), média public national, est théoriquement tenue

44

45

46

d'assurer un équilibre entre les deux langues officielles dans ses productions. Dans la pratique, le français occupe une place prépondérante, notamment dans les journaux télévisés et les émissions de grande audience.

La presse écrite présente un paysage similaire : les journaux francophones sont beaucoup plus nombreux et mieux diffusés que les titres anglophones. Quelques journaux bilingues existent mais peinent à maintenir un véritable équilibre entre les deux langues. L'essor de la presse en ligne et des médias numériques a partiellement modifié ce paysage, offrant de nouvelles plateformes aux créateurs de contenus anglophones.

L'avènement des réseaux sociaux a par ailleurs contribué à la visibilisation de pratiques langagières plurilingues informelles, notamment le camfranglais, qui n'avaient guère droit de cité dans les médias traditionnels. Cette évolution soulève des questions inédites sur la relation entre les pratiques médiatiques officielles, les pratiques numériques informelles et la promotion effective du bilinguisme.

3.5. Le bilinguisme dans le système judiciaire

Le système judiciaire camerounais est organisé sur un modèle mixte qui entend prendre en compte à la fois l'héritage du droit civil français et celui du droit commun britannique. En théorie, tout justiciable a le droit d'être entendu et jugé dans l'une ou l'autre des deux langues officielles. La Constitution et les textes organiques de la justice garantissent ce droit fondamental.

Dans la pratique, ce droit est fréquemment bafoué, notamment dans les régions anglophones où les magistrats et greffiers sont souvent francophones et peu à même d'assurer la conduite des procédures en anglais.[47] Des prévenus anglophones se retrouvent ainsi à devoir gérer leurs affaires judiciaires dans une langue qu'ils ne maîtrisent pas

[47]ECHU, G. (2004). Coping with Multilingualism: Trends in the Evolution of Language Policy in Cameroon. In PhiN – Philologie im Netz, n°28, pp. 31-46.

suffisamment, ce qui constitue une violation grave du droit à un procès équitable.

La Commission Nationale pour la Promotion du Bilinguisme et du Multiculturalisme a relevé ces dysfonctionnements dans le secteur judiciaire et a recommandé un renforcement de la formation bilingue des magistrats, greffiers et officiers de police judiciaire. La création de l'École Nationale de la Magistrature et des Greffes (ENAM) a permis quelques avancées dans ce domaine, mais les progrès restent insuffisants.

3.6. Asymétrie et déséquilibres du bilinguisme camerounais

L'asymétrie du bilinguisme camerounais est l'un des constats les plus récurrents dans la littérature scientifique sur la question.[48] Elle se manifeste à plusieurs niveaux : démographique (les francophones représentent environ 80% de la population contre 20% pour les anglophones), géographique (la domination du français dans la capitale politique Yaoundé), institutionnel (prédominance du droit civil français dans les institutions) et symbolique (perception du français comme langue du pouvoir et de la promotion sociale).

Cette asymétrie a des effets concrets sur les trajectoires scolaires et professionnelles des individus. Dans un État à dominante francophone, la maîtrise du français est davantage valorisée sur le marché de l'emploi, ce qui incite les familles anglophones à investir dans l'apprentissage du français au détriment de l'anglais.[49] Paradoxalement, dans un monde globalisé où l'anglais est devenu la lingua franca des échanges internationaux, cette marginalisation de l'anglais dans les institutions camerounaises prive le pays d'un atout compétitif majeur.

Les tensions politiques et sociales qui ont émergé depuis 2016 dans les régions anglophones du Cameroun sont en grande partie alimentées par ce sentiment d'asymétrie et de marginalisation linguistique. La résolution durable de cette crise passe nécessairement par une refonte

48

[49]FOSSO, L.J. (2005). Le français au Cameroun : une langue entre plusieurs. In Cahiers de Linguistique, Université de Yaoundé I, n°3, pp. 12-28.

profonde des politiques linguistiques visant à garantir une égalité effective – et non seulement formelle – entre le français et l'anglais.

3.7. Perceptions et attitudes des locuteurs

Les attitudes linguistiques constituent un facteur déterminant dans la dynamique des situations de contact de langues.[50] Elles influencent les choix de langues des locuteurs, leurs stratégies d'acquisition et leur adhésion aux politiques linguistiques officielles. Nos enquêtes auprès de huit cents informateurs camerounais révèlent des attitudes complexes et parfois contradictoires vis-à-vis du bilinguisme officiel.

Du côté des informateurs francophones, on observe une attitude globalement positive envers l'idée du bilinguisme national, mais une faible motivation à l'apprentissage effectif de l'anglais. Le français est perçu comme la langue du prestige, de la culture et de la mobilité sociale, tandis que l'anglais est souvent envisagé comme une langue utile pour les affaires internationales mais peu nécessaire dans la vie quotidienne au Cameroun.

Du côté des informateurs anglophones, les attitudes sont plus nuancées et souvent empreintes d'une frustration liée au sentiment de marginalisation. Si la valeur de l'anglais comme langue internationale est fortement valorisée, l'obligation pratique de maîtriser le français pour accéder à l'administration et à l'emploi public est vécue comme une contrainte inégalitaire. Les attitudes envers les langues nationales sont généralement positives chez les locuteurs de toutes origines, mais la conviction que ces langues ont leur place dans l'espace public officiel est moins répandue.

3.8. Résultats des enquêtes de terrain

Les enquêtes de terrain menées dans le cadre de cette thèse portent sur un échantillon représentatif de huit cents informateurs répartis dans les dix régions du Cameroun. L'échantillonnage a été conçu pour garantir

50

la représentativité en termes de région, de genre, de tranche d'âge, de niveau d'éducation et de catégorie socioprofessionnelle.

Les résultats les plus significatifs révèlent que : 87% des informateurs déclarent que le bilinguisme est important pour l'unité nationale. 73% estiment que le bilinguisme officiel n'est pas suffisamment mis en œuvre dans la pratique. 68% des informateurs francophones avouent ne pas pouvoir communiquer de façon satisfaisante en anglais. 81% des informateurs anglophones jugent que leur langue est insuffisamment respectée dans les institutions. 92% pensent que les langues nationales méritent une plus grande reconnaissance dans l'espace public. 65% des jeunes de 18-35 ans utilisent régulièrement le camfranglais dans leurs échanges quotidiens.

Ces résultats confirment les données de la littérature sur le sujet et rejoignent les conclusions du rapport de la Commission Nationale pour la Promotion du Bilinguisme et du Multiculturalisme.[51] Ils dessinent le portrait d'un bilinguisme officiel largement défaillant dans sa mise en œuvre mais profondément enraciné dans les représentations et les aspirations des citoyens camerounais.

51

CHAPITRE IV : VERS UN MODÈLE CAMEROUNAIS DU MULTICULTURALISME LINGUISTIQUE

Ce chapitre conclusif et prospectif propose, à partir des analyses développées dans les chapitres précédents, les éléments d'un modèle intégratif de gestion linguistique adapté aux réalités camerounaises. Il s'appuie sur des expériences comparatives internationales et sur les acquis théoriques pour formuler des propositions concrètes en faveur d'une politique linguistique plus équitable et plus inclusive.

4.1. Le multiculturalisme comme paradigme de gouvernance

Le passage du paradigme du bilinguisme à celui du multiculturalisme linguistique dans la réflexion sur la politique linguistique camerounaise constitue un changement de perspective majeur.[52] Alors que le bilinguisme officiel se concentre sur la relation entre deux langues – le français et l'anglais – et tend à marginaliser la diversité linguistique autochtone, le paradigme du multiculturalisme linguistique prend en compte l'ensemble de la diversité linguistique et culturelle de la nation.

Ce paradigme s'inscrit dans le prolongement des travaux de Kymlicka sur le multiculturalisme libéral, qui postule que la justice sociale exige non seulement l'égalité formelle des individus, mais aussi la reconnaissance et la protection des identités culturelles et linguistiques collectives.[53] Appliqué au Cameroun, ce paradigme impliquerait une politique linguistique qui reconnaît la valeur intrinsèque de toutes les langues du pays et cherche à créer les conditions d'un plurilinguisme épanouissant.

La création de la Commission Nationale pour la Promotion du Bilinguisme et du Multiculturalisme en 2017 constitue un signal politique fort indiquant une volonté d'intégrer la dimension multiculturelle dans la

52

53

réflexion sur le bilinguisme.[54] Il s'agit désormais de donner un contenu substantiel à ce mandat élargi en développant une véritable stratégie de multiculturalisme linguistique.

4.2. Intégration des langues nationales dans le dispositif officiel

L'intégration des langues nationales dans le dispositif officiel est une condition sine qua non d'une politique linguistique véritablement inclusive au Cameroun.[55] Elle ne signifie pas nécessairement l'officialisation de toutes les langues nationales – ce qui serait pragmatiquement irréalisable – mais plutôt la création d'un espace officiel reconnaissant la valeur et l'utilité publique de ces langues.

Plusieurs mécanismes peuvent être envisagés. Premièrement, la création d'une catégorie de « langues régionales officielles » reconnaissant les principales langues véhiculaires de chaque région : le fulfuldé pour le Grand Nord, le basaa pour le Littoral et le Centre, l'ewondo pour le Centre-Sud, etc.[56] Ces langues bénéficieraient d'un statut officiel dans leurs régions respectives sans pour autant concurrencer les langues officielles nationales.

Deuxièmement, le développement d'une politique de promotion des langues nationales dans l'espace public : traduction des textes officiels importants dans les principales langues véhiculaires, diffusion d'émissions en langues nationales sur la CRTV, signalétique bilingue ou trilingue dans les espaces publics des régions.[57] Ces mesures contribueraient à la visibilisation et à la valorisation du patrimoine linguistique national.

4.3. L'éducation bilingue et plurilingue au Cameroun

54

[55]SADEMBOUO, E. (1992). La problématique de l'aménagement des langues nationales camerounaises. In Annales de la Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines, Université de Yaoundé I, n°1, pp. 44-60.

[56]NGALASSO, M.M. (1992). Le concept de français en Afrique noire. In Le français dans l'espace francophone, Paris : Champion, pp. 98-120.

[57]TADADJEU, M. & SADEMBOUO, E. (1984). General Alphabet of Cameroon Languages. Yaoundé : PROPELCA, FALSH, Université de Yaoundé, p. 3.

La réforme du système éducatif dans le sens d'une éducation plus authentiquement bilingue et progressivement plurilingue est l'un des leviers les plus puissants pour la mise en œuvre d'une politique de multiculturalisme linguistique.[58] Elle implique à la fois des changements structurels dans l'organisation du système scolaire et des évolutions pédagogiques dans les approches d'enseignement des langues.

Le Programme PROPELCA, développé depuis les années 1970 à l'Université de Yaoundé I sous l'impulsion du Professeur Maurice Tadadjeu, a montré la faisabilité pédagogique de l'enseignement en langue nationale suivi d'un transfert vers les langues officielles.[59] Les résultats de ce programme indiquent que les enfants qui apprennent d'abord à lire et à écrire dans leur langue maternelle développent de meilleures compétences dans les langues secondes que ceux qui commencent directement dans une langue étrangère.

Une réforme ambitieuse de l'éducation bilingue et plurilingue devrait viser : (1) Le renforcement de l'enseignement de la seconde langue officielle dès le primaire, avec un objectif de fonctionnalité réelle et non de simple initiation. (2) L'introduction expérimentale de l'enseignement des langues nationales comme matières optionnelles dans le cursus scolaire.[60] (3) La formation intensive d'enseignants capables d'assurer un enseignement de qualité dans les deux langues officielles. (4) Le développement de matériels didactiques adaptés aux réalités linguistiques et culturelles camerounaises.

4.4. La décentralisation comme levier de promotion linguistique

La décentralisation offre un cadre institutionnel prometteur pour le développement de politiques linguistiques différenciées et adaptées aux

58

59

[60]CHUMBOW, B.S. (1996). Towards a Language Planning Model for Africa. In Journal of African Languages and Linguistics, 8(2), pp. 117-144.

réalités sociolinguistiques de chaque région.[61] La loi de 2019 portant Code Général des Collectivités Territoriales Décentralisées attribue aux communes et aux régions des compétences dans les domaines de l'éducation, de la culture et de la communication, ouvrant ainsi des possibilités nouvelles pour la promotion des langues locales.

Les régions pourraient ainsi développer leurs propres stratégies de valorisation linguistique, incluant la promotion des langues véhiculaires régionales dans l'administration locale, le soutien aux médias en langues locales, le financement d'actions culturelles favorisant la transmission des langues autochtones, et le développement de ressources pédagogiques en langues régionales pour l'éducation non formelle et communautaire.

Cette approche décentralisée de la politique linguistique s'inscrit dans la tendance internationale à valoriser les initiatives de revitalisation linguistique portées par les communautés elles-mêmes plutôt que par des politiques top-down.[62] Elle permettrait de réconcilier la diversité des situations sociolinguistiques régionales avec le cadre national du bilinguisme officiel.

4.5. Médias, numérique et promotion du bilinguisme

Le secteur médiatique, en pleine mutation sous l'effet de la révolution numérique, offre des opportunités sans précédent pour la promotion du bilinguisme et du plurilinguisme au Cameroun.[63] La multiplication des plateformes numériques, des réseaux sociaux et des médias en ligne a créé un espace de communication multilingue informel extrêmement dynamique, qui peut être mis au service d'une politique de promotion linguistique.

Une stratégie médiatique ambitieuse pour la promotion du bilinguisme et du multilinguisme devrait inclure : (1) Le renforcement des

61

[62]BALDAUF, R.B. (1994). 'Unplanned' Language Policy and Planning. In Annual Review of Applied Linguistics, vol. 14, pp. 82-89.

63

obligations de bilinguisme dans les cahiers des charges des médias audiovisuels publics, avec des quotas clairs pour les émissions en anglais sur la chaîne nationale. (2) Le soutien financier et technique aux médias communautaires en langues nationales. (3) Le développement de ressources numériques bilingues et multilingues : dictionnaires en ligne, applications d'apprentissage des langues camerounaises, plateformes de contenus culturels en langues nationales.

L'essor des médias sociaux en langues camerounaises, notamment en fulfulde, en bassa, en ewondo et en pidgin-english, est un phénomène encourageant qui témoigne de la vitalité linguistique des communautés et de leur capacité à s'approprier les nouveaux outils numériques pour la transmission de leurs langues.

4.6. Expériences comparatives : leçons d'autres États multilingues

L'expérience d'autres États multilingues offre des enseignements précieux pour la réflexion sur la politique linguistique camerounaise.[64] Sans prétendre à une transposition mécanique de modèles étrangers, l'étude comparative permet d'identifier des principes généraux et des dispositifs innovants susceptibles d'être adaptés au contexte camerounais.

Le Canada constitue sans doute le modèle le plus souvent cité dans les débats sur le bilinguisme camerounais.[65] La politique des langues officielles canadiennes, codifiée par la Loi sur les langues officielles de 1969 et ses révisions ultérieures, a développé un dispositif sophistiqué de protection et de promotion des deux langues officielles (anglais et français) qui inclut : l'obligation pour les institutions fédérales de servir les citoyens dans les deux langues, le droit des minorités linguistiques à l'instruction dans leur langue, et un Commissaire aux langues officielles investi d'un mandat de surveillance et de recours.

[64] CANADA – LOI SUR LES LANGUES OFFICIELLES (1969, révisée 1988), R.S.C. 1985, c. 31 (4th Supp.).
[65]

La Suisse offre un autre modèle intéressant de gestion du multilinguisme officiel, avec ses quatre langues nationales (allemand, français, italien, romanche) et son principe de territorialité linguistique selon lequel chaque canton est essentiellement unilingue dans sa langue régionale.[66] Ce modèle de « multilinguisme territorial » pourrait inspirer une réflexion sur la manière dont les régions camerounaises pourraient développer des politiques linguistiques adaptées à leurs spécificités sociolinguistiques.

L'expérience africaine mérite également attention. Le Sénégal a développé une politique originale de promotion du wolof comme lingua franca nationale, tout en maintenant le français comme langue officielle.[67] L'Afrique du Sud post-apartheid a consacré onze langues officielles dans sa Constitution, bien que dans la pratique l'anglais soit devenu la langue de facto de l'administration et des affaires. Ces exemples montrent à la fois les possibilités et les limites des politiques constitutionnelles de reconnaissance linguistique.

4.7. Proposition d'un modèle intégratif de gestion linguistique

Sur la base des analyses précédentes et des leçons comparatives, nous proposons les grands axes d'un modèle intégratif de gestion linguistique pour le Cameroun, que nous appelons le « Modèle Camerounais de Multiculturalisme Linguistique » (MCML).[68] Ce modèle repose sur cinq principes fondateurs articulés en un dispositif cohérent.

Premier principe – l'égalité effective : aller au-delà de l'égalité formelle proclamée par la Constitution en créant des mécanismes institutionnels garantissant l'égalité réelle et effective entre le français et l'anglais dans toutes les institutions et services publics. Cela implique un Commissaire aux langues officielles, des quotas bilingues dans les

[66]SWITZERLAND – FEDERAL CONSTITUTION (1999). Article 4 : langues nationales et article 70 : langues officielles.
[67]BOKAMBA, E.G. (1991). French and English as Languages of Education in Post-Colonial Africa. In World Englishes, 10(1), pp. 55-71.
[68]

recrutements de la fonction publique, et des sanctions effectives contre les violations du principe d'égalité des langues.

Deuxième principe – la valorisation du patrimoine linguistique national : reconnaissance officielle d'un statut de « langues régionales de référence » pour les principales langues véhiculaires des dix régions, promotion de ces langues dans l'éducation, les médias et l'espace public régional, soutien financier aux initiatives de documentation et de revitalisation des langues nationales.

Troisième principe – l'éducation plurilingue : réforme du système éducatif pour garantir une éducation bilingue de qualité dès le primaire, introduction progressive des langues nationales comme matières d'enseignement, formation intensive d'enseignants bilingues, développement de ressources pédagogiques innovantes.

Quatrième principe – la décentralisation linguistique : transfert effectif de compétences linguistiques aux collectivités décentralisées, développement de stratégies régionales de promotion linguistique, co-financement d'initiatives communautaires de revitalisation linguistique.

Cinquième principe – la citoyenneté linguistique : développement d'une culture du respect et de la valorisation de la diversité linguistique, sensibilisation des citoyens à la richesse du patrimoine linguistique national, création d'un cadre juridique de protection contre les discriminations fondées sur la langue.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Au terme de ce parcours scientifique, nous pouvons affirmer que la question du bilinguisme officiel camerounais et de ses perspectives de développement vers un modèle de multiculturalisme linguistique est à la fois une question académique fondamentale et un enjeu politique et social urgent. L'analyse que nous avons conduite à travers les quatre chapitres de cette thèse permet de formuler des conclusions substantielles et des perspectives de recherche.

Sur le plan des réalités, notre étude confirme que le bilinguisme officiel camerounais est structurellement asymétrique, institutionnellement défaillant et socialement inégalitaire. Le français exerce une domination fonctionnelle sur l'anglais dans la quasi-totalité des domaines de la vie publique, malgré les dispositions constitutionnelles garantissant leur égalité. Les langues nationales, qui constituent la réalité linguistique première d'une majorité de Camerounais, sont quasi absentes du dispositif officiel et bénéficient d'un soutien institutionnel dérisoire.

Sur le plan des défis, nos investigations révèlent que les obstacles à la mise en œuvre effective du bilinguisme et à la promotion des langues nationales sont multiples et interconnectés. Ils tiennent à la fois aux insuffisances institutionnelles, aux carences de formation, aux inégalités de ressources entre les régions francophones et anglophones, et aux résistances culturelles et politiques à une véritable valorisation de la diversité linguistique nationale.

Sur le plan des perspectives, nous avons proposé le Modèle Camerounais de Multiculturalisme Linguistique (MCML), un cadre intégratif articulant égalité effective des langues officielles, valorisation des langues nationales, éducation plurilingue, décentralisation linguistique et citoyenneté linguistique.[69] Ce modèle s'inscrit dans une vision positive et valorisante de la diversité linguistique camerounaise, non comme

69

source de fragmentation mais comme richesse nationale à préserver, valoriser et mettre au service du développement.

Cette thèse appelle plusieurs continuités de recherche. D'une part, il serait nécessaire d'approfondir l'analyse des pratiques langagières spécifiques dans chaque région et dans chaque secteur institutionnel, en mobilisant des méthodologies qualitatives plus fines. D'autre part, une étude longitudinale des effets des politiques linguistiques camerounaises depuis l'indépendance permettrait de mieux évaluer les progrès et les régressions. Enfin, le développement d'outils d'évaluation des compétences bilingues dans les institutions camerounaises constituerait une contribution méthodologique précieuse.

Le Cameroun a l'opportunité unique de développer un modèle africain de gestion du multilinguisme qui soit à la fois fidèle à ses traditions de coexistence pacifique des communautés, respectueux des droits de toutes ses communautés linguistiques, et adapté aux défis du développement au XXIe siècle. La concrétisation de cette opportunité requiert une volonté politique forte, des investissements substantiels dans l'éducation et la formation linguistique, et une mobilisation de l'ensemble de la société autour d'une vision commune de la citoyenneté linguistique camerounaise.

La voie vers un Cameroun authentiquement bilingue et linguistiquement multilingue est longue et exige la convergence d'efforts multidimensionnels. Mais la richesse de son patrimoine linguistique – cette « Afrique en miniature » que représente la diversité de ses langues et cultures – constitue un atout incomparable que le Cameroun a tout intérêt à préserver, valoriser et mobiliser au service de son développement et de sa cohésion nationale.

BIBLIOGRAPHIE

I. OUVRAGES GÉNÉRAUX ET THÉORIQUES

BALDAUF, R.B. (1994). 'Unplanned' Language Policy and Planning. In Annual Review of Applied Linguistics, vol. 14, Cambridge University Press, pp. 82-89.

BILOA, E. (2003). La langue française au Cameroun. Analyse linguistique et didactique. Berne : Peter Lang, 256 p.

BLOOMFIELD, L. (1933). Language. New York : Holt, Rinehart and Winston, 564 p.

CALVET, L.-J. (1993). La sociolinguistique. Paris : PUF, coll. « Que sais-je ? », 128 p.

CALVET, L.-J. (1996). Les politiques linguistiques. Paris : PUF, coll. « Que sais-je ? », 127 p.

CALVET, L.-J. (1999). Pour une écologie des langues du monde. Paris : Plon, 304 p.

COUNCIL OF EUROPE (2001). Cadre Européen Commun de Référence pour les Langues : apprendre, enseigner, évaluer. Strasbourg : Conseil de l'Europe / Paris : Didier, 190 p.

FISHMAN, J.A. (1972). The Sociology of Language: An Interdisciplinary Social Science Approach to Language in Society. Rowley : Newbury House, 250 p.

FISHMAN, J.A. (1991). Reversing Language Shift: Theoretical and Empirical Foundations of Assistance to Threatened Languages. Clevedon : Multilingual Matters, 431 p.

GROSJEAN, F. (1982). Life with Two Languages: An Introduction to Bilingualism. Cambridge : Harvard University Press, 370 p.

GROSJEAN, F. (2010). Bilingual: Life and Reality. Cambridge (MA) : Harvard University Press, 276 p.

HAMERS, J.F. & BLANC, M. (1983). Bilingualité et Bilinguisme. Bruxelles : Mardaga, 496 p.

KLOSS, H. (1969). Research Possibilities on Group Bilingualism: A Report. Quebec : International Center for Research on Bilingualism, 98 p.

KYMLICKA, W. (1995). Multicultural Citizenship: A Liberal Theory of Minority Rights. Oxford : Oxford University Press, 280 p.

LÜDI, G. & PY, B. (2003). Etre bilingue. Berne : Peter Lang, 3e édition, 203 p.

MACKEY, W.F. (1976). Bilinguisme et contact des langues. Paris : Klincksieck, 534 p.

SPOLSKY, B. (2004). Language Policy. Cambridge : Cambridge University Press, 250 p.

TAYLOR, C. (1994). Multiculturalisme. Différence et démocratie. Paris : Aubier-Flammarion, 142 p.

WEINREICH, U. (1953). Languages in Contact. Findings and Problems. New York : Linguistic Circle of New York, 148 p.

II. OUVRAGES SUR LE CAMEROUN ET L'AFRIQUE

BILOA, E. & ECHU, G. (2012). Contacts des langues en milieu urbain au Cameroun. In Cahiers Internationaux de Sociolinguistique, n° 2, pp. 21-40.

BOKAMBA, E.G. (1991). French and English as Languages of Education in Post-Colonial Africa: A Study in Language Policy and its Implications. In World Englishes, 10(1), pp. 55-71.

BRETON, R. & FOHTUNG, B. (1991). Atlas Administratif des Langues Nationales du Cameroun. Paris/Yaoundé : ACCT/CERDOTOLA/DGRST, 126 p. + cartes.

BROCK-UTNE, B. (2001). The Language Question in Cameroon: A Focus on the New Language Policy. In International Review of Education, 47(3-4), pp. 345-365.

CHIA, E.N. (1994). Language Policy and National Development in Cameroon. In Epasa Moto, Vol. 1, n° 2, Université de Buea, pp. 1-22.

CHUMBOW, B.S. (1996). Towards a Language Planning Model for Africa. In Journal of African Languages and Linguistics, 8(2), pp. 117-144.

ECHU, G. (2004). Coping with Multilingualism: Trends in the Evolution of Language Policy in Cameroon. In PhiN – Philologie im Netz, n° 28, pp. 31-46.

ECHU, G. & GRUNDSTROM, A.W. (eds.) (1999). Official Bilingualism and Linguistic Communication in Cameroon. New York : Peter Lang, 210 p.

FONKOUA, P. (éd.) (2006). Intégration des TIC dans le processus enseignement-apprentissage au Cameroun. Yaoundé : Librairie Saint Paul, 343 p.

FOSSO, L.J. (2005). Le français au Cameroun : une langue entre plusieurs. In Cahiers de Linguistique, Université de Yaoundé I, n° 3, pp. 12-28.

GREENBERG, J.H. (1966). The Languages of Africa. Bloomington : Indiana University Press, 180 p.

KUITCHE FONKOU, G. (2010). La situation sociolinguistique au Cameroun. In Le français en Afrique, n° 25, pp. 10-25.

MBANGWANA, P.N. (1983). Some Features of Morphological Nativisation of English Borrowings in Cameroon. In Journal of Multilingual and Multicultural Development, 4(5), pp. 401-416.

MBEMBE, A. (1996). La naissance du maquis dans le Sud-Cameroun (1920-1960). Paris : Karthala, 438 p.

MENDO ZE, G. (dir.) (1990). Le français langue africaine. Enjeux et atouts pour la Francophonie. Paris : Publisud, 255 p.

NGALASSO, M.M. (1992). Le concept de français en Afrique noire. In Le français dans l'espace francophone. Paris : Champion, pp. 98-120.

ONGUENE ESSONO, L.M. (1999). Le français au Cameroun : du passé colonial au présent mondialisé. In Le français en Afrique, n° 13, pp. 45-58.

SADEMBOUO, E. (1992). La problématique de l'aménagement des langues nationales camerounaises. In Annales de la Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines, Université de Yaoundé I, n° 1, pp. 44-60.

TABI-MANGA, J. (2000). Les politiques linguistiques du Cameroun. Essai d'aménagement linguistique. Paris : Karthala, 251 p.

TADADJEU, M. & SADEMBOUO, E. (1984). General Alphabet of Cameroon Languages. Yaoundé : PROPELCA, FALSH, Université de Yaoundé, 65 p.

TADADJEU, M. (1990). A Model for Functional Trilingual Education in Africa. In Journal of Multilingual and Multicultural Development, 11(1-2), pp. 185-198.

ZANG ZANG, P. (1998). Urbanisation et dynamique des langues au Cameroun. Thèse de Doctorat d'État, Université de Yaoundé I, 412 p.

III. THÈSES ET MÉMOIRES SOUTENUS À L'UNIVERSITÉ DE YAOUNDÉ I

ABOMO-MAURIN, M.R. (2000). Langues et identités culturelles en milieu urbain au Cameroun : le cas de Yaoundé. Thèse de Doctorat d'État en Linguistique, Université de Yaoundé I, FALSH, 389 p.

BILOA, E. (1991). Syntaxe de l'ewondo et théorie des principes et paramètres. Thèse de Doctorat d'État, Université de Yaoundé I, FALSH, 513 p.

FOSSO, L.J. (1999). Les pratiques discursives dans les établissements scolaires bilingues du Cameroun. Thèse de Doctorat de troisième cycle, Université de Yaoundé I, Département des Études Bilingues, 278 p.

KUITCHE FONKOU, G. (2003). Attitudes des locuteurs vis-à-vis des langues locales et officielles dans la ville de Bafoussam. Mémoire de DEA, Université de Yaoundé I, Département de Linguistique, 145 p.

MBANGWANA, P.N. (1975). Bilingual Education in the United Republic of Cameroon: Problems and Prospects. Mémoire de Maîtrise, Université de Yaoundé, Département des Études Bilingues, 98 p.

MFOUNDOU, G. (2010). L'enseignement des langues nationales au Cameroun : état des lieux et perspectives. Mémoire de Master, Université de Yaoundé I, Département des Études Bilingues, 167 p.

ZANG ZANG, P. (1990). Le pidgin-english camerounais : structure, fonctions et perspectives d'insertion dans le système éducatif. Mémoire de DEA, Université de Yaoundé I, Département de Linguistique, 112 p.

IV. TEXTES JURIDIQUES ET DOCUMENTS OFFICIELS

CAMEROUN. Constitution de la République du Cameroun du 18 janvier 1996, telle que modifiée et complétée par la loi n° 2008/001 du 14 avril 2008.

CAMEROUN. Loi n° 98/004 du 14 avril 1998 portant orientation de l'éducation au Cameroun.

CAMEROUN. Loi n° 2019/024 du 24 décembre 2019 portant Code Général des Collectivités Territoriales Décentralisées.

CAMEROUN. Décret n° 2017/013 du 23 janvier 2017 portant création, organisation et fonctionnement de la Commission Nationale pour la Promotion du Bilinguisme et du Multiculturalisme.

COMMISSION NATIONALE POUR LA PROMOTION DU BILINGUISME ET DU MULTICULTURALISME (2017). Premier Rapport de la Commission. Yaoundé : Présidence de la République du Cameroun, 89 p.

OUA/UA. Charte culturelle de l'Afrique, adoptée à Port-Louis (Maurice) le 5 juillet 1976.

UNESCO (2003). Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel. Paris : UNESCO.

UNESCO (2005). Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles. Paris : UNESCO.

V. ARTICLES ET PÉRIODIQUES SCIENTIFIQUES

BILOA, E. (2010). Langue officielle et langue d'instruction dans le système éducatif camerounais. In Synergies Afrique Centrale et de l'Ouest, n° 1, pp. 45-62.

CHUMBOW, B.S. & TAMANJI, P. (1996). Language Situation in Cameroon. In Sociolinguistics in African Contexts. Berlin : Mouton de Gruyter, pp. 39-61.

MBANGWANA, P.N. (1989). Fonctions et enjeux du camfranglais. In Revue de Linguistique et de Didactique des Langues, Université de Grenoble, n° 14, pp. 23-41.

NGOUNE, C.B. (2021). Les défis du bilinguisme institutionnel au Cameroun : entre textes et pratiques. In Annales de la Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines, Université de Yaoundé I, vol. 20, n° 2, pp. 112-135.

NGOUNE, C.B. (2022). Camfranglais et identité jeune en milieu urbain camerounais. In Cahiers de Linguistique Appliquée, Université de Yaoundé I, n° 8, pp. 78-96.

NGOUNE, C.B. (2023). Vers un multiculturalisme linguistique camerounais : fondements théoriques et pistes pratiques. In Revue Africaine de Linguistique et de Didactique, Université de Yaoundé I, n° 5, pp. 45-67.

ONGUENE ESSONO, L.M. (2001). La question de la norme du français au Cameroun. In Revue de Linguistique et de Didactique des Langues, n° 24, Université de Grenoble, pp. 67-88.

SADEMBOUO, E. (2001). Éléments pour l'aménagement du plurilinguisme en Afrique centrale. In Revue Gabonaise des Sciences du Langage, n° 1, Libreville, pp. 12-29.

VI. RESSOURCES NUMÉRIQUES ET EN LIGNE

ETHNOLOGUE (2023). Languages of the World, 26th edition. SIL International. Disponible en ligne : www.ethnologue.com [consulté le 15 mars 2024].

ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE (2022). La langue française dans le monde. Rapport 2022. Paris : Gallimard / OIF. Disponible en ligne : www.francophonie.org [consulté le 20 février 2024].

SIL INTERNATIONAL. Cameroon Language Data. En ligne : www.sil.org/africa/cameroon [consulté le 10 janvier 2024].

UNESCO (2023). Atlas des langues en danger dans le monde. En ligne : www.unesco.org/languages-atlas [consulté le 5 mars 2024].

ANNEXES

Annexe 1 : Questionnaire d'enquête de terrain

I. IDENTIFICATION DE L'ENQUÊTÉ(E)

1.1. Région d'origine : _____ 1.2. Région de résidence actuelle : _____

1.3. Âge : ☐ 18-25 ans ☐ 26-35 ans ☐ 36-50 ans ☐ 51 ans et plus

1.4. Genre : ☐ Masculin ☐ Féminin 1.5. Niveau d'instruction : ☐ Primaire ☐ Secondaire ☐ Supérieur

1.6. Catégorie socioprofessionnelle : ☐ Fonctionnaire ☐ Salarié privé ☐ Commerçant ☐ Étudiant ☐ Autre

II. PRATIQUES LINGUISTIQUES

2.1. Quelle est votre langue maternelle ? _____

2.2. Quelles langues parlez-vous couramment ? (cochez tout ce qui s'applique)

☐ Français ☐ Anglais ☐ Langue nationale (précisez) _____ ☐ Camfranglais ☐ Pidgin-english ☐ Autre _____

2.3. Quelle langue utilisez-vous le plus souvent dans les situations suivantes ? (indiquez F pour français, A pour anglais, LN pour langue nationale, CF pour camfranglais)

En famille : ___ Au travail : ___ Avec les amis : ___ Dans l'administration : ___ À l'église/mosquée : ___

III. ATTITUDES ET PERCEPTIONS ENVERS LE BILINGUISME

3.1. Pensez-vous que le bilinguisme franco-anglais est important pour l'unité du Cameroun ? ☐ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

3.2. Estimez-vous que le français et l'anglais sont traités de façon égale dans les institutions camerounaises ? ☐ Oui ☐ Non ☐ Partiellement

3.3. Pensez-vous que les langues nationales méritent une plus grande place dans la vie publique ? ☐ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

3.4. Utilisez-vous le camfranglais ? ☐ Jamais ☐ Rarement ☐ Parfois ☐ Souvent ☐ Toujours

3.5. Selon vous, quel est le principal défi du bilinguisme au Cameroun ? (question ouverte)

_____

_____

_____

_____

Annexe 2 : Guide d'entretien semi-directif

Thème 1 : Votre expérience personnelle du bilinguisme. Comment décrivez-vous votre rapport aux deux langues officielles du Cameroun dans votre vie quotidienne et professionnelle ?

Thème 2 : Le bilinguisme dans votre secteur d'activité. Comment le bilinguisme officiel est-il mis en œuvre dans votre domaine de travail ? Quelles sont les lacunes constatées ?

Thème 3 : Les langues nationales. Quelle place accordez-vous aux langues nationales camerounaises dans votre vie personnelle ? Pensez-vous qu'elles devraient avoir une reconnaissance officielle plus grande ?

Thème 4 : Les réformes souhaitables. Quelles mesures vous semblent les plus urgentes pour améliorer la situation linguistique au Cameroun ?

Annexe 3 : Carte des langues du Cameroun (source : SIL International)

[Carte géolinguistique du Cameroun présentant la répartition des principales familles linguistiques par région : zone nigéro-congolaise (Centre, Sud, Littoral, Ouest, Nord-Ouest, Sud-Ouest), zone afro-asiatique (Extrême-Nord, Nord), zone mixte (Adamaoua), zone bantoue forestière (Est)]

Annexe 4 : Tableau synthétique des politiques linguistiques post-indépendance

Période 1960-1972 : République fédérale. Bilinguisme officiel franco-anglais. Création Université Fédérale de Yaoundé (1962). Coexistence de deux systèmes éducatifs.

Période 1972-1982 : État unitaire Ahidjo. Maintien bilinguisme. Département des Langues Africaines et Linguistique (DALA) à l'UYI. PROPELCA créé en 1977.

Période 1982-1996 : Régime Biya (1e phase). Politique « continuité ». Décentralisation annoncée. Débats sur promotion langues nationales.

Période 1996-2017 : Après Constitution 1996. Renforcement formel bilinguisme. Premières tentatives d'intégration langues nationales dans l'éducation.

Période 2017-présent : Post-crise anglophone. Création CNPBM (2017). Loi décentralisation (2019). Début discussions sur réforme du bilinguisme.